

Unité Départementale Hérault
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 31/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Carrières des ROCHES BLEUES

Route de Pézenas
BP n 13
34630 Saint-Thibéry

Références : UD34/H3/2024/MJ/101
Code AIOT : 0018100100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2024 dans l'établissement Carrières des ROCHES BLEUES implanté lieu-dit La Vière 34630 Saint-Thibéry. L'inspection a été annoncée le 20/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 24 juillet 2024 s'inscrit dans le programme d'inspection établi au titre de l'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières des ROCHES BLEUES
- lieu-dit La Vière 34630 Saint-Thibéry

- Code AIOT : 0018100100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de basalte du lieu-dit "La Vière", est autorisée pour une production maximale de 800 000 t/an. Les matériaux extraits à l'explosif font l'objet d'un traitement primaire, puis d'un acheminement par tapis de plaine mobile vers les installations de traitement secondaire au lieu-dit "Naffrie".

La présence d'une canalisation de gaz traversant le périmètre d'exploitation fait l'objet de prescriptions techniques destinées à gérer la cohabitation entre les tirs de mines et la sécurité de la canalisation.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion générale des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/03/2003, article 5.2	Demande d'action corrective	30 jours
3	Canalisation de transport de gaz	AP Complémentaire du 29/08/2023, article 8	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déchets inertes	AP Complémentaire du 29/08/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater un dépôt de pneumatiques usagés illicite sur la carrière dont l'origine reste à déterminer.

Ce dépôt a été démantelé immédiatement.

Des précisions sont également demandées sur la gestion de la présence de la canalisation de transport de gaz au droit des tirs de mines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion générale des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2003, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : <u>Article 5.2 - Stockage des déchets</u> Les déchets sont stockés dans des conditions telles qu'ils ne puissent être une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage (prévention des envols, des odeurs...) et n'entraînent pas de

<p>pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.</p> <p>Aucun déchet susceptible de présenter un danger pour les eaux souterraines n'est stocké dans la carrière. L'exploitant s'assure néanmoins qu'ils sont stockés hors carrière à l'abri des intempéries et dans des conditions légales.</p> <p>Tout stockage de déchets hors des zones prévues à cet effet est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur a constaté la présence de pneumatiques poids-lourds usagés en limite Ouest du site, à moitié recouverts de terre.</p> <p>Ces déchets ont été immédiatement récupérés et évacués par l'exploitant vers une zone de stockage dédiée à ce type de déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier de la bonne élimination de ces déchets.</p> <p>L'exploitant devra également informer l'inspecteur de l'environnement des mesures prises pour éviter que cette situation ne se reproduise.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 2 : Déchets inertes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'accueil de matériaux inertes extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 6 - Conditions d'accueil de matériaux inertes extérieurs</u></p> <p>La réception de matériaux inertes extérieurs est autorisée sur le site.</p> <p>Elle se limitera aux besoins liés aux opérations de réhabilitation du site telles que précisées à l'article 5 du présent arrêté préfectoral.</p> <p>Le tonnage annuel entrant est au maximum 250 000 tonnes, hors chantiers exceptionnels qui devront faire l'objet d'une demande spécifique à la DREAL.</p> <p>Les conditions d'admission de ces matériaux respecteront les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Les déchets admissibles sont ceux renseignés dans le tableau fourni en annexe I de l'arrêté ministériel susvisé; ils respecteront strictement les critères d'admission précisés en annexe II de ce même arrêté ministériel.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la date de l'inspection, l'exploitant n'avait pas réceptionné de matériaux inertes extérieurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Canalisation de transport de gaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/08/2023, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux et des tirs d'explosifs à proximité de la canalisation de transport
Prescription contrôlée : <u>Article 8 - Travaux et des tirs d'explosifs à proximité de la canalisation de transport de gaz</u> Le paragraphe « Concernant la canalisation de gaz » figurant à l'article 6.2 « Vibrations » de l'arrêté préfectoral n°2003-1-1007 du 20 mars 2003 est modifié comme suit : <i>« Concernant la présence d'une canalisation de gaz située au sud-est du périmètre d'exploitation, l'exploitant devra respecter les dispositions suivantes :</i> <i>- interdiction de tirs d'exploitation à moins de 15 mètres de distance horizontale par rapport à la canalisation de gaz ;</i> <i>- entre 15 et 25 mètres de distance par rapport à la canalisation, respect d'une charge unitaire instantanée d'explosifs de 15 kg ;</i> <i>- entre 25 et 35 mètres de distance par rapport à la canalisation, respect d'une charge unitaire instantanée d'explosifs de 27 kg ;</i> <i>Avant chaque tir à moins de 50 mètres de la canalisation, les dispositions du document de GRTgaz « Recommandations techniques applicables pour les projets d'aménagements ou de travaux à proximité des ouvrages de transport de gaz naturel » de janvier 2022 ou celles qui s'y substitueraient sont à respecter, notamment son point 5.4, par la mise en œuvre des mesures suivantes :</i> <i>- communication à GRTgaz d'une Déclaration d'Intention de Commencement de travaux (DICT), et proposition d'une réunion sur site ;</i> <i>- transmission à GRTgaz du plan de tir précisant les charges unitaires et les distances par rapport à la canalisation ;</i> <i>Les travaux ne pourront pas démarrer avant réponse de GRTgaz, et repérage de ses ouvrages sur site.</i> <i>Une mesure de vibrations est réalisée lors de chaque tir au droit de la canalisation au moyen d'un sismographe placé en accord avec le concessionnaire gazier, selon des modalités permettant d'estimer de façon fiable les vibrations subies par l'ouvrage.</i> <i>Des consignes écrites sont établies, en accord avec le concessionnaire gazier, et communiquées au personnel concerné, afin d'assurer la protection de la canalisation vis-à-vis des vibrations induites par les engins de fort tonnage circulant à proximité.</i> <i>Les dispositions ci-dessus doivent permettre d'assurer le respect des servitudes établies le long du tracé de la canalisation. »</i>
Constats : Un contrôle a été réalisé sur les suites données à la DICT transmise le 31 mai 2024 à la société GRT Gaz, société exploitante de la canalisation de transport de gaz traversant la carrière sur le secteur Sud-Est. A la suite de cette DICT, une réunion s'est tenue sur le terrain le 4 juin 2024 qui a donné lieu au compte-rendu établi ce même jour. Le plan de tir précisant les charges unitaires et les distances par rapport à la canalisation ont été également transmis en complément de la DICT. Le compte rendu de marquage piquetage est co-signé par l'exploitant de la carrière et un

<p>représentant de la société GRT Gaz.</p> <p>Le document GRT Gaz "Recommandations techniques applicables pour les projets d'aménagements ou de travaux à proximité des ouvrages de transport de gaz naturel » de janvier 2022 et notamment son point 5.4, fait état du fait que GRT Gaz doit donner son accord pour la réalisation des travaux concernés par cette DICT.</p> <p>Aucun accord explicite n'est affiché dans le compte rendu présenté à l'inspecteur de l'environnement, ni dans les messages électroniques échangés entre les sociétés GRT Gaz et Carrières des Roches Bleues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de formaliser avec GRT Gaz la délivrance d'un accord pour chaque DICT concernant sa canalisation de transport de gaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>